



Exposure Draft – Revenue – Upfront Non-refundable Fees or Payments

Responses to Exposure Draft

February 2024

Table of Contents

Response Number	Organization
1	<u>Vani Balabaskaran</u>
3A	<u>Groupe de travail technique NCECF de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec</u>
3B	<u>Groupe de travail technique NCECF de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec – <i>English translation</i></u>
4	<u>BDO Canada LLP</u>
5	<u>Ernst & Young LLP</u>
6	<u>Deloitte LLP</u>
7	<u>Grant Thornton LLP & Raymond Chabot Grant Thornton LLP</u>
8A	<u>Groupe de travail technique OSBL de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec</u>
8B	<u>Groupe de travail technique OSBL de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec - <i>English translation</i></u>

From: no-reply@frascanada.ca
To: info@acsbcanda
Subject: Comment on Document: Revenue-Upfront-non-refundable-fees-or-payments-ED
Date: December 22, 2023 7:06:25 AM

A comment has been submitted:

Language: English

Board/Council: AcSB

Doc for Comment: Revenue-Upfront-non-refundable-fees-or-payments-ED

Name: Vani Balabaskaran

Title: Manager/Senior Manager

Organization: Pettinelli, Mastroluisi LLP

Email: vanibalabaskaran@gmail.com

Phone: (905)5226555

Keep Private: No

Comments:

I am in favor of the proposed amendment. I would much rather prefer to remove the guidance for upfront non-refundable fees or payments as it is in Section 3400. This adds undue burden on certain Organizations that are member based especially golf clubs. I have no problem with the amendments that introduces a new disclosure requirement for upfront non-refundable fees or payments recognized in revenue when the enterprise recognizes the fee or payment in revenue upon entering into an arrangement. This amendment would also apply to not-for-profit organizations (NFPOs) applying the standards in Part III of the Handbook, as relevant. Thank you to the AcSB for hearing our concerns.

Montréal, le 22 janvier 2024

Katharine Christopoulos, CPA, CA
Directrice, Normes comptables
Conseil des normes comptables
277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2

Madame,

Vous trouverez ci-joint les commentaires du Groupe de travail technique NCECF – Comptabilité financière – Partie II, mis en place par l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec, concernant l'exposé-sondage intitulé « Produits – Frais ou paiements initiaux non remboursables ».

Veillez prendre note que l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec agit seulement à titre de facilitateur et ce document ne constitue pas une réponse de ce dernier, mais le point de vue des membres participant aux groupes de travail. De plus, ni l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec, ni quelque personne que ce soit ayant participé à la préparation des commentaires ne peuvent être tenus responsables relativement à leur utilisation et ils ne sont tenus à aucune garantie de quelque nature que ce soit découlant de ces commentaires, comme décrit dans le déni de responsabilité joint à la présente.

Veillez agréer, Madame Christopoulos, nos salutations distinguées.

Sophie Bureau, CPA auditrice

Représentante du Groupe de travail technique NCECF – Comptabilité financière – Partie II de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec

p. j. Déni de responsabilité et commentaires

DÉNI DE RESPONSABILITÉ

Les documents préparés par les Groupes de travail techniques et sectoriels de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Ordre) ci-après appelés les « commentaires », sont fournis selon les conditions décrites dans la présente, pour faire connaître l'opinion des groupes de travail sur des énoncés de principes, des documents de consultation, des exposés-sondages préliminaires ainsi que des exposés-sondages publiés par le Conseil des normes comptables, le Conseil des normes d'audit et de certification, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public, le Conseil sur la gestion des risques et la gouvernance et d'autres organismes.

Les commentaires fournis par ces comités ne doivent pas être utilisés comme substitut à des missions confiées à des professionnels spécialisés. Il est important de noter que les lois, les normes et les règles sur lesquelles sont émis les commentaires peuvent changer en tout temps et que, dans certains cas, les commentaires écrits peuvent être sujets à controverse.

Ni l'Ordre, ni quelque personne que ce soit ayant participé à la préparation des commentaires ne peuvent être tenus responsables relativement à l'utilisation de ces commentaires et ils ne sont tenus à aucune garantie de quelque nature que ce soit découlant de ces commentaires. Les commentaires donnés ne lient pas, par ailleurs, les membres des Groupes de travail, l'Ordre ou, de façon plus particulière, le Bureau du syndic de l'Ordre.

La personne qui se réfère ou utilise ces commentaires assume l'entière responsabilité de sa démarche ainsi que tous les risques liés à l'utilisation de ceux-ci. Elle consent à exonérer l'Ordre à l'égard de toute demande en dommages-intérêts qui pourrait être intentée par suite de toute décision qu'elle aurait pu prendre en fonction de ces commentaires. Elle reconnaît également avoir accepté de ne pas faire état de ces commentaires reçus via les Groupes de travail dans les avis exprimés ou les positions prises.

MANDAT DES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ORDRE

Les Groupes de travail de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec ont comme mandat notamment de recueillir et de canaliser le point de vue des praticiens exerçant en cabinet et de membres œuvrant dans les affaires, dans les services gouvernementaux et dans l'industrie ainsi que le point de vue d'autres personnes concernées œuvrant dans des domaines d'expertise connexes.

Pour chaque exposé-sondage ou autre document étudié, les membres des Groupes de travail mettent leurs analyses en commun. Les commentaires ci-dessous reflètent les points de vue exprimés et, sauf indication contraire, ces commentaires font l'objet d'un consensus parmi les membres des Groupes de travail ayant participé à cette analyse.

Les commentaires formulés par les Groupes de travail ne font l'objet d'aucune sanction de l'Ordre. Ils n'engagent pas la responsabilité de celui-ci.

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

Les membres du Groupe ne sont pas d'accord de reporter à nouveau l'entrée en vigueur de l'application des paragraphes 3400.A45 à A48 visant les frais ou paiements initiaux non remboursables. Selon eux, ces exigences procurent généralement des résultats appropriés pour les entreprises à capital fermé qui appliquent la partie II du Manuel de CPA Canada – Comptabilité (Manuel). Leur application par ces entreprises devrait donc être obligatoire.

Les membres auraient souhaité que l'exposé-sondage explique en quoi d'éventuelles modifications à la Préface du Manuel pourraient avoir des effets importants sur l'application de ces exigences par les entreprises à capital fermé qui appliquent la partie II du Manuel.

Selon les membres, il est quand même assez fréquent que des entreprises reçoivent des paiements initiaux non remboursables lorsqu'elles signent des contrats de vente, et ce, dans un contexte où il est évident que ces dépôts doivent être reportés sur une période qui est déterminable (ex : une entreprise de déneigement qui reçoit un dépôt non remboursable au mois de novembre).

Selon les membres, reporter l'application obligatoire des paragraphes 3400.A45 à A48 pourrait encourager des entreprises à comptabiliser prématurément des paiements non remboursables à titre de produits.

Par ailleurs, certaines entreprises appliquent déjà ces exigences. En reporter à nouveau l'application obligatoire prolonge la période où des méthodes comptables différentes sont appliquées par des entreprises dans des contextes identiques ou similaires.

Les membres sont d'avis que si les exigences des paragraphes 3400.A45 à A48 sont jugées inappropriées, ces paragraphes devraient être simplement supprimés. Autrement, leur application devrait être obligatoire.

QUESTIONS SPÉCIFIQUES DU CNC

Question 1 : *La date d'entrée en vigueur proposée pour les modifications à apporter au chapitre 3400 en ce qui concerne les frais ou paiements initiaux non remboursables vous convient-elle (voir le paragraphe proposé 3400.37A)? Dans la négative, pourquoi?*

Le paragraphe proposé 3400.37A mentionne « une date qui reste à déterminer par le CNC ».

Cette proposition ne convient pas aux membres, pour les raisons mentionnées à la section précédente, COMMENTAIRES GÉNÉRAUX.

Question 2 :

Êtes-vous favorable à l'obligation d'information proposée à l'égard de la comptabilisation immédiate en produits des frais ou paiements initiaux non remboursables (voir le paragraphe proposé 3400.35A)? Dans la négative, pourquoi?

Bien que les membres soient en désaccord de reporter l'application obligatoire des paragraphes 3400.A45 à A48, dans l'éventualité d'un tel report ils sont favorables à l'obligation d'information proposée à l'égard de la comptabilisation immédiate en produits des frais ou paiements initiaux non remboursables, en tenant compte de ce qui suit.

Le nouveau paragraphe 3400.35A devrait préciser que ces informations doivent être fournies à l'égard des produits comptabilisés au cours de la période. L'entreprise devrait donc indiquer la nature et le montant des frais ou paiements initiaux non remboursables comptabilisés en produits au cours de la période lorsqu'elle comptabilise ces frais ou paiements en produits au moment de la conclusion de l'accord.

Le paragraphe 17 de la Base des conclusions de l'exposé-sondage mentionne que « Le CNC s'est également demandé si la présentation d'une ventilation des produits entre les frais initiaux non remboursables et les frais d'abonnement annuels permettrait de communiquer des informations utiles à la prise de décisions sans que les entités ne doivent changer leurs pratiques. Le Comité consultatif sur les entreprises à capital fermé et le Comité consultatif sur les organismes sans but lucratif du CNC estiment qu'il ne serait pas fastidieux de préparer une telle ventilation, puisque l'information sur les droits d'adhésion comptabilisés immédiatement en produits est facilement accessible. ». Selon les membres, le paragraphe proposé 3400.35A n'exige pas une telle ventilation et ceci devrait être mentionné dans la Base des conclusions des modifications qui sera publiée, si les modifications proposées sont approuvées. Les membres ne souhaitent pas qu'une telle ventilation soit exigée.

Montreal, January 22, 2024

Katharine Christopoulos, CPA, CA
Director, Accounting Standards
Accounting Standards Board
277 Wellington Street West
Toronto, Ontario M5V 3H2

Dear Ms. Christopoulos:

Please find enclosed the comments of the Technical Working Group on ASPE (Financial accounting – Part II), established by the Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (the Order), on the exposure draft entitled “Revenue – Upfront Non-refundable Fees or Payments.”

Please note that the Order is only a facilitator, and that this document does not constitute a response by the Order, but the views of the working group members. In addition, neither the Order nor any of the persons involved in preparing the comments shall have any liability in relation to their use, and no guarantee whatsoever shall be provided regarding these comments, as described in the disclaimer enclosed.

Yours truly,

Sophie Bureau, CPA auditor

Representative of the Technical Working Group on ASPE (Financial accounting – Part II) of the Ordre des comptables professionnels agréés du Québec

Encl. Disclaimer and comments

DISCLAIMER

Subject to the conditions described herein, the documents prepared by the technical and sector-specific working groups of the Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (the Order), hereinafter referred to as the “comments,” provide the opinion of working groups on statements of principles, documents for comment, associates’ drafts and exposure drafts published by the Accounting Standards Board, Auditing and Assurance Standards Board, Public Sector Accounting Board, Risk Management and Governance Board, and other organizations.

The comments submitted by these boards should not be relied upon as a substitute for engagements entrusted to professionals with specialized knowledge in their field. It is important to note that the legislation, standards and rules on which the comments are based may change at any time and that, in some cases, the comments may be controversial.

Neither the Order nor any person involved in preparing these comments shall have any liability in relation to their use, and no guarantee whatsoever shall be provided regarding these comments. These comments are not binding on the technical and sector-specific working groups, the Order or the Office of the syndic in particular.

Users of the comments shall take full responsibility for, and assume all risks relating to, the use of the comments. They agree to release the Order from any claim for damages that could result from a decision they may have made based on these comments. They also agree not to mention the comments received from working groups in the opinions they express or the positions they take.

TERMS OF REFERENCE OF THE ORDER'S WORKING GROUPS

The working groups of the Ordre des comptables professionnels agréés du Québec are to collect and channel the views of practitioners and members in business, industry and government, as well as those of other persons working in related areas of expertise.

For each exposure draft or other document reviewed, the technical working group members share the results of their analysis. Consequently, the comments below reflect the views expressed and, unless otherwise specified, all of the working group members agree on these comments.

The Order does not act upon and is not responsible for the comments made by the working groups.

GENERAL COMMENTS

The members of the group are not in favour of further deferring the effective date of application of paragraphs 3400.A45–A48 for upfront non-refundable fees or payments. In their view, these requirements generally produce appropriate results for private enterprises applying Part II of the CPA Canada Handbook – Accounting (Handbook). Accordingly, application by these enterprises should be mandatory.

The members would have liked the exposure draft to explain how potential changes to the Preface of the Handbook could have a significant impact on the application of these requirements for private enterprises applying Part II of the Handbook.

The members consider that it is relatively common for enterprises to receive upfront non-refundable payments when they sign sales agreements, and that this occurs in situations in which it is clear that these deposits should be deferred over a period that is determinable (e.g., a snow-clearing company that receives a non-refundable deposit in November).

The members consider that deferring the mandatory application of paragraphs 3400.A45 to A48 could encourage enterprises to prematurely recognize non-refundable payments as revenue.

Furthermore, some enterprises already apply these requirements. Further deferral of mandatory application extends the period during which different accounting policies are applied by enterprises in identical or similar contexts.

The members are of the view that if the requirements in paragraphs 3400.A45–A48 are deemed inappropriate, these paragraphs should simply be deleted. Otherwise, their application should be mandatory.

THE ACSB'S SPECIFIC QUESTIONS

Question 1: Do you agree with the proposed change in effective date of amendments to Section 3400 pertaining to upfront non-refundable fees or payments (see proposed paragraph 3400.37A)? If not, why not?

Proposed paragraph 3400.37A refers to “a date to be determined by the AcSB.”

The members do not agree with this proposal for the reasons set out in the previous section, GENERAL COMMENTS.

Question 2:

Do you agree with the proposed disclosure requirement for entities recognizing upfront non-refundable fees in revenue upfront (see proposed paragraph 3400.35A)? If not, why not?

Although the members are not in favour of deferring the mandatory application of paragraphs 3400.A45–A48, in the event of such a deferral, they support the proposed disclosure requirement for recognizing non-refundable fees or payments in revenue upfront, taking into account the following:

New paragraph 3400.35A should clarify that this disclosure is required for revenue recognized during the period. An enterprise should therefore disclose the nature and amount of upfront non-refundable fees or payments recognized in revenue during the period when the enterprise recognizes the fee or payment in revenue upon entering into the arrangement.

In the exposure draft, paragraph 17 of the Basis for Conclusions states that “The AcSB also considered whether a disclosure that disaggregates revenue from upfront non-refundable fees versus annual membership fees would provide decision useful information without requiring entities to change practice. The Board’s Private Enterprise Advisory Committee and Not-for-Profit Advisory Committee indicated that this disclosure would not be onerous to prepare since information on initiation fees recognized in revenue upfront is readily available.” The members consider that the proposed paragraph 3400.35A does not require such disaggregated disclosure and it should be indicated in the Basis for Conclusions of the amendments to be issued if the proposed amendments are approved. The members are not in favour of requiring such disaggregated disclosure.



Tel: 416 865 0111
Fax: 416 367 3912
Toll-free: 888 505 7993
www.bdo.ca

BDO Canada LLP
20 Wellington Street East
Suite 500
Toronto Ontario M5E 1C5

Katharine Christopoulos, CPA, CA
Director, Accounting Standards
Accounting Standards Board
277 Wellington Street West
Toronto, Ontario M5V 3H2

January 31, 2024

Re: AcSB Exposure Draft - Revenue - Upfront Non-refundable Fees or Payments

Dear Ms. Christopoulos,

We have read the above-mentioned Exposure Draft that was issued in November 2022 and are pleased to have the opportunity to provide responses to your specific questions as outlined below.

1. *Do you agree with the proposed change in effective date of amendments to Section 3400 pertaining to upfront non-refundable fees or payments (see proposed paragraph 3400.37A)? If not, why not?*

We agree with the proposed change in effective date of amendments to Section 3400 pertaining to upfront non-refundable fees or payments. We believe it is helpful to defer the effective date of these amendments to Section 3400 until the AcSB's project on evaluating the Preface of the Handbook is complete so that future proposed solutions are compatible with any resulting updates to the Preface.

2. *Do you agree with the proposed disclosure requirement for entities recognizing upfront non-refundable fees in revenue upfront (see proposed paragraph 3400.35A)? If not, why not?*

We agree with the proposed disclosure requirements for entities recognizing upfront non-refundable fees in revenue upfront. We believe this will provide useful information for financial statement users.

Thank you for your consideration of the above-noted responses. We would be pleased to elaborate on our comments in more detail if you require. If so, please contact me at 705-963-0824 or via email at sbarton@bdo.ca.

Yours sincerely,

Sayja Barton, CPA, CA, MAcc
Director, National Accounting Standards
BDO Canada LLP



Ernst & Young LLP
100 Adelaide Street West
Toronto, ON M5H 0B3
Tel: 416 864 1234
Fax: 416 864 1174
ey.com/ca

Katharine Christopoulos, CPA, CA
Director, Accounting Standards
Accounting Standards Board
277 Wellington Street West
Toronto, Ontario M5V 3H2

January 30, 2024

Ms. Christopoulos:

Ernst & Young LLP ("EY" or "we") welcome the opportunity to provide comments to the Accounting Standards Board ("AcSB") on the November 2023 Revenue – Upfront Non-refundable Fees or Payments Exposure Draft (the "Exposure Draft"). Our responses to the specific questions posed in the Exposure Draft are included below.

Comments on Specific Questions Requested by the AcSB

1. Do you agree with the proposed change in effective date of amendments to Section 3400 pertaining to upfront non-refundable fees or payments (see proposed paragraph 3400.37A)? If not, why not?

We agree with the proposed change in effective date of amendments to Section 3400 pertaining to upfront non-refundable fees or payments.

2. Do you agree with the proposed disclosure requirement for entities recognizing upfront non-refundable fees in revenue upfront (see proposed paragraph 3400.35A)? If not, why not?

We agree with the proposed disclosure requirement for entities recognizing upfront non-refundable fees in revenue upfront.

We would be pleased to discuss our comments with members of the AcSB or its staff. If you wish to do so, please contact Adam Rybinski, Partner, Professional Practice, at 416-943-2711 (Adam.C.Rybinski@ca.ey.com) or Janice Rath, Professional Practice Director, at 403-206-5398 (Janice.Rath@ca.ey.com).

Yours sincerely,
ERNST & YOUNG LLP

Chartered Professional Accountants
Licensed Public Accountants

January 31, 2024

Katherine Christopoulos, CPA, CA
Director, Accounting Standards Board
Accounting Standards Board
277 Wellington Street West
Toronto ON M5V 3H2
Canada

Subject: Invitation to Comment – Exposure Draft: Revenue – Upfront Non-refundable Fees or Payments

Dear Ms. Christopoulos:

We thank you for the opportunity to provide comments on the above noted Invitation to Comment (“ITC”) regarding Revenue – Upfront Non-refundable Fees or Payments.

We are supportive of the Accounting Standard Board’s proposal to defer indefinitely the effective date of the amendments to Section 3400 related to upfront non-refundable fees or payments, with early application permitted, until the Evaluating the Preface project is complete.

Please find attached our comments to the specific questions raised in the above Exposure Draft. If you have any questions, please contact Patrick Ho (patho@deloitte.ca) at 604-640-4907.

Yours truly,



Chartered Professional Accountants

Appendix

Revenue – Upfront Non-refundable Fees or Payments

1. **Do you agree with the proposed change in effective date of amendments to Section 3400 pertaining to upfront non-refundable fees or payments (see proposed paragraph 3400.37A)? If not, why not?**

We agree with the proposed change to indefinitely defer the effective date of the amendments to Section 3400 relating to upfront non-refundable fees or payments, with early application permitted. This will allow entities to continue to follow their existing accounting policy until completion of the Evaluating the Preface Project is complete.

2. **Do you agree with the proposed disclosure requirement for entities recognizing upfront nonrefundable fees in revenue upfront (see proposed paragraph 3400.35A)? If not, why not?**

We agree with the proposed disclosure requirement for entities recognizing upfront nonrefundable fees in revenue upfront. The proposed disclosure requirement would improve the understandability of financial statements for entities that currently recognize upfront nonrefundable fees immediately. We recognize that diversity in practice will continue to exist but are supportive of this enhancement as an interim solution.

We considered the benefit versus cost constraint under the principles of paragraph 1000.13. We believe the cost to prepare and disclose the nature and amount of upfront non-refundable fees or payments recognized in revenue when the entity recognizes the fee or payment in revenue upon entering into the arrangement would not be onerous to prepare, since the information is readily available.

Grant Thornton LLP
Suite 501
201 City Centre Drive
Mississauga, ON
L5B 2T4

T +1 416 366 0100

Raymond Chabot Grant Thornton LLP
Suite 2000
National Bank Tower
600 De La Gauchetière Street West
Montréal, QC
H3B 4L8

T +1 514 878 2691

Katharine Christopoulos, CPA, CA
Director, Accounting Standards
Accounting Standards Board
277 Wellington Street West
Toronto, Ontario M5V 3H2

January 31, 2024

Dear Ms. Christopoulos:

SUBJECT: Revenue – Upfront Non-refundable Fees or Payments

Grant Thornton LLP and Raymond Chabot Grant Thornton LLP (“we”) would like to thank you for the opportunity to provide comments on the Accounting Standards Board (the “Board” or “AcSB”) Exposure Draft Revenue – Upfront Non-refundable Fees or Payments (the “ED”).

We are supportive of the amendments contained in Accounting Standards for Private Enterprises (“ASPE”) paragraphs 3400.A45-.A48 and the proposed disclosure requirements, but disagree with deferring the effective date of the amendments based on the reasons outlined in Question 1 of Appendix A.

If you wish to discuss our comments or concerns, please contact Melanie Joseph (Melanie.Joseph@ca.gt.com, 416-607-2736) or Stéphane Landry (landry.stephane@rcgt.com, 418-647-5008)

Yours sincerely,



Melanie Joseph, CPA, CA



Stéphane Landry, CPA auditor

Appendix A

Responses to Exposure Draft questions

Question 1: Do you agree that with the proposed change in the effective date of amendments to Section 3400 pertaining to upfront non-refundable fees or payments (see proposed paragraph 3400.37A)? If not, why not?

We do not agree with the deferral of the amendments in Section 3400. The amendments provide clear and explicit guidance to preparers on the treatment of non-refundable fees and upfront payments and we believe the guidance is appropriate. We believe the Board needs to decide whether to allow not-for-profit organizations (“NPOs”) an accounting policy choice to account for these fees up front or in accordance with the current requirements. The Board should not wait for the outcome of the scaling/preface project to decide; rather, it should determine whether (1) it will accept a potential reduction in comparability to reduce the cost for NPOs and provide information they believe is relevant for users of their financial statements or (2) it believes comparability between NPOs and potentially similar entities in the private sector are more important.

Per paragraph 20 of the Basis for Conclusions, *“since [the Board] proposes to defer the effective date, while still providing entities with the option to early adopt, the ACSB think that no entities will be required to change practice in the near term. Entities that were previously deferring and amortizing can continue to do so while those that recognized revenues upfront for initiation fees will also continue practice with additional disclosure.”* While we support the additional disclosure requirements (see our response to Question 2), the indefinite deferral of the amendments and proposed disclosure could suggest to preparers, especially private enterprises, that upfront recognition is allowable. Given the fact the Board received feedback that *“deferring and amortizing revenues for initiation fees and other similar transactions is a better representation of the pattern in which these revenues are earned,”* we believe private enterprises should be using the existing guidance and the new amendments to achieve this “better representation” for users of the financial statements. The remaining decision point is to decide whether the Board believes this accounting is appropriate for NPOs, some of whom, due to a lack of clarity on transition to Accounting Standards for Not-for-Profit Organizations (“ASNPO”), continued to follow the guidance in EIC 105 – *Revenue Recognition of Non-refundable Initiation Fees in Not-for-Profit Organizations*.

While we do not support a deferral based on the reasons above, we believe that if an indefinite deferral were to be provided, it should **be limited to not-for-profit organizations**. While we appreciate the rationale in paragraph 6 of the Basis for Conclusions, we believe this is a viable option since users and preparers of financial statements have been dealing with inconsistencies between the treatment of upfront and non-refundable fees between profit and not-for-profit entities for several years. Therefore, we encourage the Board to either create an exception for not-for-profit entities or implement the standard across all entities applying ASPE 3400 now.

Question 2: Do you agree with the proposed disclosure requirement for entities recognizing upfront non-refundable fees in revenue upfront (see proposed paragraph 3400.35A)? If not, why not?

Yes, we agree for the same reasons as the Board specifies in paragraphs 20 of the Basis for Conclusions.

Montréal, le 29 janvier 2024

Katharine Christopoulos, CPA, CA
Directrice, Normes comptables
Conseil des normes comptables
277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2

Madame,

Vous trouverez ci-joint les commentaires du Groupe de travail technique OSBL – Comptabilité financière – Partie III, mis en place par l’Ordre des comptables professionnels agréés du Québec, concernant l’exposé-sondage intitulé « Produits – Frais ou paiements initiaux non remboursables ».

Veillez prendre note que l’Ordre des comptables professionnels agréés du Québec agit seulement à titre de facilitateur et ce document ne constitue pas une réponse de ce dernier, mais le point de vue des membres participant aux groupes de travail. De plus, ni l’Ordre des comptables professionnels agréés du Québec, ni quelque personne que ce soit ayant participé à la préparation des commentaires ne peuvent être tenus responsables relativement à leur utilisation et ils ne sont tenus à aucune garantie de quelque nature que ce soit découlant de ces commentaires, comme décrit dans le déni de responsabilité joint à la présente.

Veillez agréer, Madame Christopoulos, nos salutations distinguées.



Annie Smargiassi, CPA auditrice

Représentante du Groupe de travail technique OSBL – Comptabilité financière – Partie III de l’Ordre des comptables professionnels agréés du Québec

p. j. Déni de responsabilité et commentaires

DÉNI DE RESPONSABILITÉ

Les documents préparés par les Groupes de travail techniques et sectoriels de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Ordre) ci-après appelés les « commentaires », sont fournis selon les conditions décrites dans la présente, pour faire connaître l'opinion des groupes de travail sur des énoncés de principes, des documents de consultation, des exposés-sondages préliminaires ainsi que des exposés-sondages publiés par le Conseil des normes comptables, le Conseil des normes d'audit et de certification, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public, le Conseil sur la gestion des risques et la gouvernance et d'autres organismes.

Les commentaires fournis par ces comités ne doivent pas être utilisés comme substitut à des missions confiées à des professionnels spécialisés. Il est important de noter que les lois, les normes et les règles sur lesquelles sont émis les commentaires peuvent changer en tout temps et que, dans certains cas, les commentaires écrits peuvent être sujets à controverse.

Ni l'Ordre, ni quelque personne que ce soit ayant participé à la préparation des commentaires ne peuvent être tenus responsables relativement à l'utilisation de ces commentaires et ils ne sont tenus à aucune garantie de quelque nature que ce soit découlant de ces commentaires. Les commentaires donnés ne lient pas, par ailleurs, les membres des Groupes de travail, l'Ordre ou, de façon plus particulière, le Bureau du syndic de l'Ordre.

La personne qui se réfère ou utilise ces commentaires assume l'entière responsabilité de sa démarche ainsi que tous les risques liés à l'utilisation de ceux-ci. Elle consent à exonérer l'Ordre à l'égard de toute demande en dommages-intérêts qui pourrait être intentée par suite de toute décision qu'elle aurait pu prendre en fonction de ces commentaires. Elle reconnaît également avoir accepté de ne pas faire état de ces commentaires reçus via les Groupes de travail dans les avis exprimés ou les positions prises.

MANDAT DES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ORDRE

Les Groupes de travail de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec ont comme mandat notamment de recueillir et de canaliser le point de vue des praticiens exerçant en cabinet et de membres œuvrant dans les affaires, dans les services gouvernementaux et dans l'industrie ainsi que le point de vue d'autres personnes concernées œuvrant dans des domaines d'expertise connexes.

Pour chaque exposé-sondage ou autre document étudié, les membres des Groupes de travail mettent leurs analyses en commun. Les commentaires ci-dessous reflètent les points de vue exprimés et, sauf indication contraire, ces commentaires font l'objet d'un consensus parmi les membres des Groupes de travail ayant participé à cette analyse.

Les commentaires formulés par les Groupes de travail ne font l'objet d'aucune sanction de l'Ordre. Ils n'engagent pas la responsabilité de celui-ci.

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

Les membres du groupe de travail ne sont pas d'accord avec les propositions de report des exigences des paragraphes A45 à A48 du chapitre 3400 relativement aux frais non remboursables. De plus, ils ne comprennent pas comment les changements éventuels à la préface du Manuel pourraient avoir un effet sur l'application de ces exigences. Selon eux, lorsque des précisions sont publiées en lien avec les normes, elles doivent être appliquées peu importe les circonstances.

Selon eux, la nécessité d'avoir des exigences encadrant la comptabilisation des frais initiaux non remboursables est utile à l'application des exigences du chapitre 3400 et que de tels frais initiaux non remboursables peuvent être perçus dans plusieurs contextes ou types d'opérations. Conséquemment, ils sont d'avis que le CNC devrait cibler la situation qui cause problème au lieu de généraliser à l'ensemble des entités et à l'ensemble des opérations pour lesquelles ces dispositions sont applicables.

Les membres font remarquer que le traitement des frais non remboursables tirés de droits d'adhésion ou des cotisations de membres à vie était encadré par le CPN-105, mais que ce dernier comportait des critères d'application. Ce n'était donc pas dans tous les types de situations que les produits provenant des frais non remboursables étaient immédiatement constatés à titre de produits selon ce CPN.

Voici un extrait du CPN-105.

« ...Les produits tirés des droits d'adhésion ou des cotisations de membre à vie non remboursables, avec une provision appropriée pour les créances jugées irrécouvrables, devraient être constatés lorsque l'essentiel des obligations importantes relatives aux droits d'adhésion a été rempli. On considère que l'essentiel des obligations est rempli :

- a) lorsque l'organisme sans but lucratif accorde aux nouveaux membres le droit d'utiliser ses installations et ses services;
- b) lorsque l'organisme sans but lucratif n'a plus ni l'obligation ni l'intention – en raison d'un contrat, de la pratique courante ou de la législation – de rembourser des montants reçus ou de renoncer à des montants impayés;
- c) lorsqu'aucune autre condition importante dont dépend la conclusion de l'opération n'est pas remplie.

Parfois, le droit d'adhésion non remboursable est élevé, mais la cotisation annuelle est peu élevée par rapport aux services futurs correspondants. Lorsqu'il est probable que la cotisation annuelle ne couvrira pas les frais de fonctionnement relatifs aux services réguliers fournis par

l'organisme, une partie du droit d'adhésion non remboursable devrait être reportée et amortie sur la durée estimative de l'adhésion... »

De plus, les membres ont questionné la faisabilité d'appliquer de façon rétrospective les nouvelles exigences dans le contexte où le CPN - 105 avait été initialement utilisé pour constater à titre de produit les frais non remboursables au moment de leur encaissement. Considérant que les informations nécessaires pourraient ne pas être disponibles, il est difficile d'appliquer de nouvelles exigences de façon rétrospective.

Les membres du groupe de travail sont plutôt d'avis qu'on doit appliquer les nouvelles exigences du chapitre 3400 et que le CNC devrait proposer une date obligatoire d'application, mais que le CNC devrait prévoir des allègements lors de l'application initiale.

Dans l'éventualité où le CNC souhaiterait maintenir un report indéfini de l'application de ces exigences, les membres sont d'avis que ces recommandations devraient être retirées du chapitre 3400. Ils sont d'avis que de conserver ces paragraphes dans le chapitre 3400 en reportant de façon indéfinie leur date d'application pourrait encourager indûment les entreprises ou les organismes sans but lucratif à comptabiliser prématurément des paiements non remboursables à titre de produits.

Les membres précisent que les enjeux d'application se situent principalement pour les entités suivantes :

- Clubs de golf
- Écoles privées
- Services internet

QUESTIONS SPÉCIFIQUES DU CNC

1. La date d'entrée en vigueur proposée pour les modifications à apporter au chapitre 3400 en ce qui concerne les frais ou paiements initiaux non remboursables vous convient-elle (voir le paragraphe proposé 3400.37A)? Dans la négative, pourquoi?

Comme aucune date n'a été déterminée spécifiquement, les membres ne sont pas d'accord à reporter l'application des exigences des paragraphes A45 à A48 du chapitre 3400.

2. Êtes-vous favorable à l'obligation d'information proposée à l'égard de la comptabilisation immédiate en produits des frais ou paiements initiaux non remboursables (voir le paragraphe proposé 3400.35A)? Dans la négative, pourquoi?

Comme les membres sont en désaccord avec le report de l'application des exigences, ils n'ont pas répondu à cette question.

Montreal, January 29, 2024

Katharine Christopoulos, CPA, CA
Director, Accounting Standards
Accounting Standards Board
277 Wellington Street West
Toronto, Ontario M5V 3H2

Dear Ms. Christopoulos:

Please find enclosed the comments of the Technical Working Group on NFPO (Financial accounting – Part III), established by the Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (the Order), on the exposure draft entitled “Revenue – Upfront Non-refundable Fees or Payments.”

Please note that the Order is only a facilitator, and that this document does not constitute a response by the Order, but the views of the working group members. In addition, neither the Order nor any of the persons involved in preparing the comments shall have any liability in relation to their use, and no guarantee whatsoever shall be provided regarding these comments, as described in the disclaimer enclosed.

Yours truly,



Annie Smargiassi, CPA auditor

Representative of the Technical Working Group on NFPO – Financial Accounting – Part III of the Ordre des comptables professionnels agréés du Québec

Encl. Disclaimer and comments

DISCLAIMER

Subject to the conditions described herein, the documents prepared by the technical and sector-specific working groups of the Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (the Order), hereinafter referred to as the “comments,” provide the opinion of working groups on statements of principles, documents for comment, associates’ drafts and exposure drafts published by the Accounting Standards Board, Auditing and Assurance Standards Board, Public Sector Accounting Board, Risk Management and Governance Board, and other organizations.

The comments submitted by these boards should not be relied upon as a substitute for engagements entrusted to professionals with specialized knowledge in their field. It is important to note that the legislation, standards and rules on which the comments are based may change at any time and that, in some cases, the comments may be controversial.

Neither the Order nor any person involved in preparing these comments shall have any liability in relation to their use, and no guarantee whatsoever shall be provided regarding these comments. These comments are not binding on the technical and sector-specific working groups, the Order or the Office of the syndic in particular.

Users of the comments shall take full responsibility for, and assume all risks relating to, the use of the comments. They agree to release the Order from any claim for damages that could result from a decision they may have made based on these comments. They also agree not to mention the comments received from working groups in the opinions they express or the positions they take.

TERMS OF REFERENCE OF THE ORDER'S WORKING GROUPS

The working groups of the Ordre des comptables professionnels agréés du Québec are to collect and channel the views of practitioners and members in business, industry and government, as well as those of other persons working in related areas of expertise.

For each exposure draft or other document reviewed, the technical working group members share the results of their analysis. Consequently, the comments below reflect the views expressed and, unless otherwise specified, all of the working group members agree on these comments.

The Order does not act upon and is not responsible for the comments made by the working groups.

GENERAL COMMENTS

The members of the working group do not agree with the proposals to defer the requirements in paragraphs A45 to A48 of Section 3400 regarding non-refundable fees. In addition, they do not understand how potential changes to the Preface of the Handbook could affect the application of these requirements. In their opinion, when clarifications regarding standards are published, they should be applied regardless of the circumstances.

In their view, the need for requirements governing the recognition of upfront non-refundable fees is helpful in applying the requirements of Section 3400. They also pointed out that such upfront non-refundable fees can be seen in multiple contexts or types of transactions. Consequently, they consider that the AcSB should focus on the situation causing the problem rather than providing generalized guidance for all entities and all transactions for which those requirements are applicable.

The members pointed out that the treatment of non-refundable fees from initiation fees or dues of life members was governed by EIC-105, but that EIC-105 included application criteria. It was therefore not the case in all types of situations that revenue from non-refundable fees was recognized upfront in revenue under this EIC.

The following is an extract from EIC-105.

“... revenue from non-refundable initiation or life membership fees should be recognized, with an appropriate provision for estimated uncollectable amounts, when all material conditions relating to the initiation fees have been substantially performed. Substantial performance is considered to have occurred when:

- (a) the not-for-profit organization grants the use of its facilities and services to the new members;
- (b) the not-for-profit organization has no remaining obligation or intent — by agreement, practice or legislation — to refund amounts received or forgive unpaid amounts owing; and
- (c) there are no other material unfulfilled conditions affecting completion of the transaction.

Sometimes, the non-refundable initiation fee is large but annual fees are small in relation to future services. When it is probable that annual fees will not cover the operating costs of the not-for-profit organization’s continuing services, a portion of the non-refundable initiation fee should be deferred and amortized over the estimated duration of membership...”

In addition, members questioned the feasibility of applying the new requirements retrospectively in a context in which EIC-105 had initially been used to recognize non-refundable fees in revenue upon

receipt. Given that the information required may not be available, it is difficult to apply new requirements retrospectively.

Rather, members agree that the new requirements in Section 3400 should be applied and that the AcSB should propose a mandatory date for application, but that the AcSB should provide relief on initial application.

Should the AcSB wish to retain an indefinite deferral of the application of these requirements, members consider that these recommendations should be removed from Section 3400. Members consider that maintaining these paragraphs in Section 3400 on an indefinite basis could inappropriately encourage enterprises or not-for-profit organizations to prematurely recognize non-refundable payments in revenue.

Members specified that the application challenges primarily affect the following entities:

- Golf clubs
- Private schools
- Internet services

THE ACSB'S SPECIFIC QUESTIONS

1. Do you agree with the proposed change in effective date of amendments to Section 3400 pertaining to upfront non-refundable fees or payments (see proposed paragraph 3400.37A)? If not, why not?

Since no specific date was determined, members disagree with deferring application of the requirements in paragraphs A45–A48 of Section 3400.

2. Do you agree with the proposed disclosure requirement for entities recognizing upfront non-refundable fees in revenue upfront (see proposed paragraph 3400.35A)? If not, why not?

Since the members disagree with deferring application of the requirements, they did not respond to this question.